

En Roumanie, les abstentionnistes maîtres du jeu

► **Roumanie** Massivement impopulaire, le président Traian Basescu risque la destitution

► La crise politique pourrait perdurer au-delà du référendum

Angélique Mounier-Kuhn
BUCAREST

Qu'ils se rendent aux urnes ou qu'ils les boudent, c'est maintenant aux Roumains et non plus à leurs seuls gouvernants d'écrire la suite du feuilleton qui a porté la marmite politique à pleine ébullition en une poignée de semaines. Dimanche, les électeurs sont convoqués par référendum pour avaliser, ou non, la destitution du président Traian Basescu, 61 ans, un ancien capitaine de marine au populisme assumé, votée le 6 juillet par une écrasante majorité de parlementaires.

«Ce cirque serait risible si les conséquences ne risquaient pas d'être aussi néfastes pour la Roumanie»

Aussi foisonnante en chausse-trappes que les telenovelas dont les Roumains raffolent en temps ordinaire, la crise qui a déclenché ce scrutin dominical a remué toutes sortes d'incriminations croisées, mépris des parlementaires contre coup d'Etat institutionnel, accusations de plagiat contre détournement de biens étatiques. La tonalité fielleuse des affiches de campagne piquetant Bucarest témoigne de la brutalité de l'affrontement qui oppose avant tout deux hommes: le président, meneur du PDL (Parti démocrate libéral, droite), élu une première fois en 2004 et reconduit en 2009, sur la touche depuis le 6 juillet, et le premier ministre, Victor Ponta, 39 ans. Jeune loup pressé de la politique roumaine et figure d'une étrange alliance socialiste

libérale, l'USL (Union sociale libérale), ce polyglotte accompli est arrivé au sommet d'un gouvernement en mai dernier après avoir fait chuter son prédécesseur sur une motion de censure.

«Ce cirque faramineux serait risible si les conséquences ne risquaient pas d'être aussi néfastes pour la Roumanie», dit Serge Gonvers, le président de l'Association suisse de Roumanie, installé à Bucarest depuis 1994. Au premier titre desquelles l'incertitude politique dont il s'accompagne. Elle a déjà fait hoqueter le leu, la devise nationale, sur le marché des changes, et pourrait, si elle persistait, finir par préoccuper les investisseurs étrangers qui font tourner une partie appréciable de la machine économique roumaine.

Les chancelleries américaine et européennes, elles, ont réprovoqué sans délai l'offensive éclair du gouvernement de Victor Ponta, qui, en quelques jours début juillet, a multiplié ordonnances d'urgence et décisions impérieuses, rognant les pouvoirs de la Cour constitutionnelle, limogeant de hauts fonctionnaires, révoquant les présidents des deux Chambres issus de l'opposition avant de faire voter la destitution du président. La confiance de l'Union européenne (UE), dont la Roumanie est une toute jeune recrue (2007), est «ébranlée», a tonné José Manuel Barroso, le président de la Commission, instituant mi-juillet une «surveillance renforcée» sur Bucarest: «Les rivalités politiques ne peuvent en aucun cas justifier la remise en cause du pouvoir des juges et les attaques portées contre eux».

«Une réaction surévaluée», minore Cristian Pirvulescu, doyen de la Faculté de sciences politi-



Les électeurs roumains sont convoqués par référendum pour avaliser, ou non, la destitution du président Traian Basescu, 61 ans, un ancien capitaine de marine. Jeudi, les deux camps ont mobilisé chacun des milliers de manifestants (ici, des sympathisants du chef d'Etat). BUCAREST, 26 JUILLET 2012

ques à Bucarest. «Le problème ne tient pas à la constitutionnalité [des décisions de Victor Ponta]. C'est la rapidité du timing qui a été surprenante», affirme le politologue, avant d'égrener les petits arrangements passés de Basescu avec les institutions, sans que Bruxelles ne s'en émeuve alors outre mesure.

Jeudi, à Bucarest, sous cette

Autrefois apprécié, le président a fini par laisser les Roumains par ses manières de cow-boy autoritaire

chaleur de plomb qui fait soupirer les jeunes filles et se hâter les hommes, tête rentrée entre les épaules, vers la moindre parcelle d'ombre, les deux camps ont jeté leurs dernières forces dans la bataille, mobilisant chacun des milliers de manifestants. Pour autant que l'on puisse se fier aux sondages, émis par des instituts sou-

vent jugés biaisés, le «da», le oui pour la destitution, l'emportera haut la main.

L'impopularité de celui qui fut maire de Bucarest avant de devenir président atteint des sommets. Autrefois apprécié, il a fini par laisser les Roumains par ses manières de cow-boy autoritaire, et les a franchement pris à revers en instaurant, en mai 2010, une politique d'austérité à tous crins (baisse des salaires des fonctionnaires de 25%, hausse de 5 points de la TVA du jour au lendemain), destinée à remédier aux effets de l'explosion de la bulle sur laquelle s'est échoué le miracle économique roumain en 2008.

Mais la cause est loin d'être entendue. Pour que le «da» ait force de destitution, la moitié des électeurs roumains, à peu près 9 millions, doivent se mobiliser. Or, même si les horaires de vote ont été allongés de 7 à 23 heures et que des urnes seront éparpillées dans les villages des bords de la mer Noire, ce seuil sera difficile à atteindre, en plein creux estival. A titre de comparaison, la dernière consultation - les muni-

cipales de juin qui ont éreinté le camp Basescu - avait attiré 55% de votants, une participation très élevée. En outre, le PDL a formellement mené campagne pour l'abstention. Pour le président, taxé de lâcheté par ses détracteurs, il s'agit «de ne pas aller voter pour ne pas légitimer un coup d'Etat». Cette posture tactique accule certains de ses sympathisants à un dilemme pénible: «Quelle est la meilleure façon d'aider Basescu? M'abstenir ou voter contre sa destitution, pour montrer mon soutien, au risque de faire monter le taux de participation?» soupèse, sourcils froncés, Aurelian, un petit entrepreneur.

«Quel que soit le résultat, il sera mauvais», redoute Sorin Ionita, analyste à l'Expert Forum, un think tank bucarestois: «Si le seuil des 50% n'est pas atteint, les deux parties crieront à la victoire, Basescu sera réinstallé et la cohabitation sera intenable», au moins jusqu'aux législatives prévues en novembre. A l'opposé, si 50% de votants valident sa destitution, une présidentielle devra

être organisée en 90 jours, avant le renouvellement, au plus tard en un mois et demi, du parlement. «Autant dire que le reste de l'année passera dans des campagnes électorales au vitriol; du temps perdu», poursuit l'analyste. Perdu, ou à mettre au compte de l'apprentissage démocratique d'un pays asservi par le communisme jusqu'en 1989? «Les progrès sont indéniables, mais l'acquisition d'un «état d'esprit démocratique» est un processus de longue durée, assure Cristian Pirvulescu. Il nécessitera au minimum trois générations.»



Mitt Romney, médaille d'or de la gaffe à Londres

► **Grande-Bretagne** Le républicain fâché

Les commentaires étaient féroces vendredi au deuxième jour de la visite à Londres du candidat républicain à la présidence américaine, Mitt Romney, qui s'est distingué par une bourde diplomatique sur les Jeux olympiques. «Mitt the Twit» («Mitt l'idiot»), titrait le tabloïd *The Sun*, tandis que *The Independent* parlait de «désastre Romney». «Mitt Romney a offert à Barack Obama un cadeau qui n'a pas de prix pour la campagne à l'élection présidentielle», jugeait *The Guardian*.

Le républicain a piqué au vif la fierté de ses hôtes en entamant sa visite à Londres par des déclarations télévisées sur l'impréparation des JO. A quelques heures de la cérémonie d'ouverture, vendredi, il a tenté de limiter les dégâts en expliquant sur la chaîne américaine NBC qu'il s'était inquiété des problèmes rencontrés par les organisateurs des JO, avant d'ajouter: «Après deux jours ici, il me semble que Londres est prête.»

Mais le mal était fait. Les remarques ont été peu appréciées à Downing Street, et David Cameron a

adressé une réponse teintée de mépris aux critiques de l'Américain, qui a joué un rôle clé dans l'organisation des JO d'hiver de Salt Lake City en 2002. «Nous organisons les Jeux olympiques dans l'une des villes les plus fréquentées, actives et animées du monde. Bien sûr, c'est plus facile si vous les organisez au milieu de nulle part», a lancé David Cameron.

«Pire que Sarah Palin»

Reprenant l'expression du premier ministre britannique, le *Times* jugeait que «Romney, l'homme de nulle part, s'égare». Le quotidien citait des sources diplomatiques anonymes jugeant le candidat américain «pire que Sarah Palin en termes de diplomatie élémentaire», en référence à la républicaine ultraconservatrice connue pour sa propension aux gaffes. La Grande-Bretagne est la première étape d'une tournée de Mitt Romney qui doit également le mener en Israël et en Pologne, des pays importants d'un point de vue électoral pour le républicain. AFP

Kim Jong-un à l'épreuve des sitcoms de Séoul

► **Corées** La culture pop sud-coréenne montre un monde moderne, à l'opposé de Pyongyang

Siyeon se souvient encore de sa première banane. Barricadée avec son mari et cinq voisins dans une petite pièce, rideaux tirés, cernée d'appartements peuplés de cadres du Parti des travailleurs nord-coréens, elle découvre sur l'écran cet étrange fruit en regardant un feuilleton de contrebande venu de la Corée du Sud capitaliste. «Nous nous sommes demandés, qu'est ce que c'est que ce truc jaune? Nous n'en avions jamais vu», se souvient en riant cette mère de famille aujourd'hui réfugiée à Séoul, au sud du rideau de fer.

«Comportement capitaliste»

C'est également lors de ces soirées clandestines qu'elle réalisa le fossé technologique qui séparait son pays du reste du monde en découvrant pour la première fois un téléphone portable. «Ce qui m'impressionnait le plus, c'est qu'il y avait le téléphone dans chaque appartement», se rappelle Siyeon, arrivée dans la capitale sud-coréenne en 2007.

Son mari vitrier a trop bien prospéré dans la petite ville d'Onsung, dans la province de l'Hamgyeong du Nord, en important des

produits de la Chine voisine et fut condamné à l'exil à la campagne pour «comportement capitaliste». Une déchéance économique qui convainquit le couple de faire défection au Sud. «Les séries télévisées ont été l'un des facteurs qui nous ont convaincus de faire le grand saut. Ce que j'y voyais était en contradiction avec la propagande qui nous expliquait que la Corée du Sud était un pays pauvre et dangereux», résume Siyeon.

L'histoire de ce couple est un défi pour le nouveau «leader suprême» Kim Jong-un, à l'heure où il tente d'établir son pouvoir absolu sur les 23 millions de Nord-Coréens. Car la pénétration croissante de la culture sud-coréenne via les feuilletons et la K-pop grignote la mainmise totalitaire d'un régime habitué à façonner les esprits dès la naissance. Signe de son inquiétude, le jeune héritier a déclenché une répression sans précédent sur la frontière chinoise pour endiguer les défections tout comme la contrebande de DVD et de CD qui font, lors de soirées clandestines, les délices des élites de Pyongyang et des régions frontalières.

Le visionnage de feuilletons et vidéo clips à la gloire des starlettes capitalistes est désormais monnaie courante dans la couche supérieure de la population et touche même l'armée, affirme Kang Dong-wan, professeur à l'Université Dong-a à Busan qui vient de publier un ouvrage sur le sujet. Selon cette étude, près de 80% des réfugiés originaires des provinces frontalières sont exposés à la *hal-lyu*, la vague du divertissement sud-coréen qui a conquis l'Asie.

Location à l'heure

Ce pourcentage s'affaiblit dans les provinces intérieures, mais reste élevé dans la capitale de 2,5 millions d'habitants, peuplée par l'élite. «Les cadres du Parti et la nouvelle bourgeoisie enrichie par le commerce sont les principaux consommateurs», explique Kang, qui a reconstitué le circuit d'importation illégale de DVD, en recoupant les témoignages d'une centaine de transfuges.

Les femmes aisées passent commande, moyennant des prix élevés, des dernières nouveautés auprès de marchands qui vont s'approvisionner en Chine, en

corrompant les douaniers. Après avoir visionné les derniers épisodes à la mode à Séoul, les donneuses d'ordre rentabilisent leurs investissements en sous-loyant leur précieux trésor. Sur certains marchés, il existe même des locations à l'heure, avec pénalités de retard, comme dans un vidéoclub.

Signes de la banalisation de la pop culture à Pyongyang, certaines filles se teignent les cheveux. Autre mode venue de Séoul, la chirurgie esthétique, notamment l'ablation des paupières, pratiquée dans l'arrière-boutique des salons de coiffure.

Cette diffusion souterraine n'a pas de répercussion politique, mais inquiète le régime qui fait la chasse aux symboles de la culture «impérialiste», comme les jeans moulants. Car le succès de la culture pop concurrence le monopole de la pensée imposé par les Kim. «Il y a dix ans, chacun prenait beaucoup de précautions, mais désormais, la tendance est de regarder en groupe puis d'en discuter», note Park Jung-ran, coauteure de l'ouvrage. Sébastien Falletti SÉOUL